

Les crises dans la marche du monde

SE RÉFUGIER

en temps de guerre

SURMONTER

la pandémie

TÉMOIGNER

dans un journal intime

e
n
c
u
r
s
-o



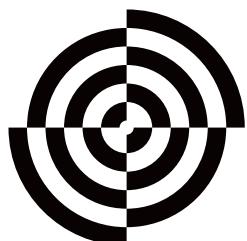




À l'épreuve des chaos

Sommaire

- 04** Trouver une mère dans le pays d'accueil
- 06** Quand les crises alimentent les journaux intimes
- 08** Un contrat de courte durée n'est pas toujours précaire
- 10** Les héritages numériques des situations d'urgence
- 12** « Nous assistons à une pérennisation d'un régime de crise »
- 14** La migration au fil des changements de lois



Aujourd'hui comme par le passé, l'humanité subit des crises, soudaines ou durables, qui troublent le quotidien des populations. Comment ces bouleversements, en fonction de leur nature, influencent-ils le vivre ensemble ? Quels impacts ont-ils sur les mouvements migratoires ? Quelles leçons en tirer sur le fonctionnement de nos sociétés ?

Ces questionnements font partie du *nccr - on the move*, un Pôle de recherche national piloté par l'Université de Neuchâtel qui s'intéresse aux problématiques touchant à la mobilité et à la migration, en Suisse et ailleurs. En 2026, le mandat de ce réseau d'étude interdisciplinaire prendra fin après douze ans d'activité, l'occasion pour *À la une d'en* présenter quelques-uns des résultats.

Invitation au voyage

Ce numéro s'apparente à un voyage autour du monde. Il commence par une étude basée sur les témoignages de femmes ukrainiennes fuyant la guerre qui ont dû abandonner puis reconstruire leurs liens sociaux. L'étape suivante se passe aux États-Unis, où deux auteurs de journaux intimes rapportent à une échelle individuelle comment ils vivent dans leur chair des crises sociétales majeures.

Entrons ensuite dans des cafés et restaurants de Suisse en pleine pandémie de Covid-19. On y découvre la vie du personnel étranger, embauché pour la haute saison, qui a vu ses activités chamboulées. Sans transition, nous nous rendons dans la région de Cape Town (Afrique du Sud) qui a tiré de cette même pandémie un outil statistique d'aide à la décision, désormais reproduit à différents échelons de l'Etat. Et pour terminer, retour en Europe, avec deux autres études. L'une traitant de l'influence des crises migratoires sur les discours politiques en Allemagne et l'autre relative aux modifications des lois régissant la migration en Pologne au cours des deux dernières décennies.



Mihaela Nedelcu

Une vaste étude de la sociologue Mihaela Nedelcu et son équipe de l'institut de sociologie de l'Université de Neuchâtel avec des femmes ukrainiennes ayant fui la guerre a démontré l'importance des liens sociaux dans la migration forcée. Une figure a aussi émergé des entretiens, c'est la « Swiss mama », évoquée par quelques-unes des migrantes.

Les migrations forcées entraînent un éclatement et une dispersion massive des réseaux familiaux. « Dans nos entretiens, certaines Ukrainiennes interviewées ont mentionné l'importance occupée, dans leur vie actuelle, par les femmes qui les ont accueillies dans leurs foyers en Suisse. Elles les nomment leur 'Swiss mama' ». Ce terme suggère que la relation avec ces femmes ressemble à une relation familiale. En plus de leur offrir un hébergement, ces personnes leurs proposent une aide et du soutien moral pour la gestion des affaires quotidiennes.

Mihaela Nedelcu et son équipe, qui inclut deux chercheuses postdoctorantes d'origine ukrainienne, explorent les migrations forcées provoquées par l'éclatement des guerres en Syrie, puis en Ukraine. Les mouvements de ces populations y sont décryptés depuis ces deux points de départs, sur la base d'entretiens individuels et d'une analyse des réseaux interpersonnels des personnes interrogées. Le présent travail s'est concentré sur les personnes parties d'Ukraine pour se rendre soit en Roumanie soit en Suisse dès 2022.



[En savoir plus :](#)



Trouver une mère dans le pays d'accueil

Le prisme des liens sociaux

Pour ce projet du nccr – *on the move*, Mihaela Nedelcu s'est focalisée sur l'importance des liens sociaux, à savoir la famille, les proches, les ami-e-s, ainsi que d'autres liens, durables ou éphémères, comme des personnes rencontrées durant la migration, des bénévoles d'associations d'aide, des membres d'ONG, ou des personnes qui ont hébergé des migrant-e-s dans le pays d'arrivée. Ces liens sont reportés dans des schémas, appelés des sociogrammes, et permettent de se représenter graphiquement les relations des personnes migrantes.

« Confronté-e-s à une accumulation d'adversités structurelles, les migrant-e-s forcé-e-s sont souvent représenté-e-s comme des victimes soumises à des asymétries de pouvoir. Quand ces personnes surmontent ces barrières structurelles, elles sont parfois décrites dans une lumière négative, on trouve souvent cette image polarisée, entre victimisation et criminalisation », commente Mihaela Nedelcu.

La recherche a pour but de mieux comprendre, à partir des expériences de ces personnes migrantes, comment elles font face aux conditions hostiles, quelles sont leurs stratégies d'adaptation et finalement, sur quoi repose leur capacité d'agir (pour faire une différence dans leur vie, pour leurs familles, mais aussi dans les

sociétés où elles vivent ou auxquelles elles appartiennent).

La capacité de décider pour soi

La recherche questionne ce que Mihaela Nedelcu nomme « l'agentivité relationnelle des migrant-e-s dans des situations de liminalité ». Ce qui est donc analysé ici, c'est l'importance « des autres » dans le parcours migratoire. « Les réseaux personnels, par lesquels circulent les ressources, qu'elles soient matérielles, émotionnelles, de soutien et de soin, se transforment de manière significative lors des migrations forcées, et nous sommes parti-e-s de l'hypothèse que cette reconfiguration des réseaux personnels va avoir une influence sur la capacité des migrant-e-s à se 'débrouiller', à trouver leur chemin », détaille la chercheuse.

L'étude identifie plusieurs degrés d'agentivité relationnelle chez les migrant-e-s. Leurs réseaux personnels fournissent des ressources clé pour que la personne migrante puisse quitter le pays en conflit, s'investir dans le pays d'accueil ou aider des compatriotes (collectes et envoi de fonds, de biens, organisation de transports, etc.) « Toutefois, ces réseaux personnels peuvent à la fois faciliter ou contraindre les actions des migrantes et des migrants », selon Mihaela Nedelcu.

Appui sur le digital

L'importance des nouveaux liens dans le pays d'accueil, comme c'est le cas de la 'Swiss mama', n'est pas le seul constat émergeant. On relève que le digital a pris une place absolument centrale dans la migration forcée, notamment via des outils de traduction instantanée ou de messagerie comme la plateforme Telegram, à la frontière entre système de messagerie et réseau social. Dans l'exemple ukrainien, les personnes qui ont émigré gardent un contact non seulement entre elles, mais aussi avec d'autres personnes restées au pays via Telegram, devenue une ressource prépondérante.

Autre constat, les modalités d'hébergement dans le pays d'accueil influencent fortement le degré d'intégration, même en cas d'accueil temporaire. Dans le cas ukrainien, l'accueil chez des particuliers et particulières a été prédominant, bien loin du système classique d'accueil en Suisse, permettant des interactions quotidiennes avec la population locale. Des hôtes ont même joué le rôle de médiateur-rice dans un processus d'apprentissage social qui s'est avéré bidirectionnel. En effet, les migrant-e-s proposaient, en échange de leur hébergement, leur aide aux personnes qui les accueillaient, selon une forme de don et contre-don.

Quand les crises alimentent les journaux intimes

Changement climatique, pandémie de Covid-19 ou encore propagation du sida à la fin du siècle dernier : autant de crises sociétales également rapportées dans des journaux intimes. Comment ces événements s'inscrivent-ils dans la vie quotidienne ? C'est le cœur d'un projet du nccr - on the move mené entre l'Université de Neuchâtel, l'Université de Genève et The London School of Economics and Political Science.

C'est sur ces extraits de journaux intimes produits entre 1999 et 2024 qu'Oliver Pedersen, postdoctorant en psychologie sociale et culturelle, base son étude. « Nous avons tenté de comprendre comment l'imagination de cette crise change avec les années », explique-t-il.

Feux de forêt

Vingt ans plus tôt, en 2001, après des feux de forêt particulièrement intenses, l'ancien reporter Oswego écrit dans son journal : « Au milieu de ce feu dévastateur, il y a toujours un sanctuaire. Et de l'eau, le symbole de la vie, naît l'espoir ». C'est une période à laquelle la crise est encore conçue comme abstraite, lointaine et évitable.

« Une planète qui se réchauffe plus rapidement que ce qui était prévu, je pense que c'est l'équivalent moral d'un crime de guerre ». Ces mots, rédigés en 2022, proviennent du journal intime d'Oswego. Cet ancien reporter et passionné de parcs naturels vit en Caroline du Sud. Ses réflexions font écho aux inquiétudes aujourd'hui partagées par beaucoup face au changement climatique.

Mais tournons les pages et, quelques années plus tard, la crise devient plus concrète. Les mentions du réchauffement climatique sont de plus en plus fréquentes. Oswego alterne entre joie et désespoir. Les impacts sur la météo, les changements dans le déroulement des saisons, l'apparition précoce de certaines fleurs se démultiplient.

Et en 2018, l'ancien reporter entre dans une troisième phase : il se représente désormais la crise comme un événement inévitable, dont l'ombre menaçante plane sur un futur proche. « L'apocalypse plus tôt que prévu ? », se demande-t-il en 2021. « Chaque jour, nous voyons désormais des avertissements sinistres de ce qui nous attend ».

Malgré toutes ses observations pointues sur la situation climatique du XXI^e siècle, Oswego n'a jamais été actif dans le domaine de la protection de l'environnement. Oliver Pedersen note ici une tension que l'on observe dans les discours sur le climat : « Le futur est souvent placé sur les épaules des jeunes générations, mais celles-ci sont rarement dans des positions de pouvoir ».

Brickpaver, sida et Covid-19

De son côté, la professeure en psychologie socioculturelle Tania Zittoun cherche à comprendre comment les vécus passés peuvent influencer les expériences

individuelles des crises. Elle se base notamment sur les récits de Brickpaver, un Américain d'une septantaine d'années. Quand le Covid-19 apparaît aux États-Unis, il raconte dans son journal intime : « Ce coronavirus m'épuise. C'est comme revivre les pires jours de la crise du sida ». Brickpaver a en effet vécu de plein fouet la crise du VIH dans les années 90. Lui-même membre de la communauté homosexuelle, il voit bon nombre de ses amis succomber au sida, avant le début de la commercialisation d'un traitement. « Pour beaucoup trop de mes amis, il était déjà trop tard. L'année 1992 a été une année charnière en termes de participation à des funérailles et à des cérémonies commémoratives », écrit-il en 2021.

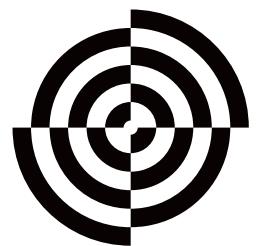
Lorsque le Covid-19 surgit aux États-Unis, face au silence institutionnel du gouvernement, ses souvenirs du sida lui reviennent en mémoire et influencent sa perception de la situation sanitaire. Mais ils lui donnent aussi des outils pour faire face à la crise, estime Tania Zittoun. Ainsi, Brickpaver adopte immédiatement des mécanismes d'isolement pour se protéger du virus. Son expérience passée a un véritable effet de résonance sur le présent.

Tania Zittoun

A black and white portrait of Tania Zittoun, a woman with long, wavy brown hair and glasses, wearing a black and white checkered jacket over a black top and a black and white striped scarf. She is standing in front of a red background. A green plant is visible on the left.

Disponible sur le web

Les notes de journaux proviennent de sites web publics sur lesquels divers-e-s contributeurs et contributrices ont consigné leurs expériences quotidiennes, et ce durant une vingtaine d'années. Pour appréhender une telle quantité de données, l'équipe a utilisé un modèle de traitement automatique des langues (ALP) pour détecter des changements dans l'intensité émotionnelle des notes, ou encore dans la qualité du langage utilisé. Ce processus permet d'obtenir des modèles responsifs où l'on peut observer visuellement l'évolution syntaxique, thématique ou émotionnelle des journaux au cours des années. Mener une recherche longitudinale sur des adultes est une expérience assez rare pour les chercheurs et chercheuses : « Cette méthode permet un accès privilégié à la vie quotidienne et intime des sujets », confie Tania Zittoun.





Livia Tomás

Une étude menée aux Grisons et en Valais auprès de travailleuses et travailleurs du secteur de l'hôtellerie-restauration a analysé l'impact de la pandémie de Covid-19 sur la perception de leur situation en Suisse. Constat étonnant, la crise sanitaire n'a pas été perçue par cette population uniquement comme précarisante, ni comme marquant durablement ses conditions.

Menée dans le cadre du Pôle de recherche national *nccr - on the move* par Livia Tomás, postdoctorante à la Haute école zurichoise de sciences appliquées (ZHAW), et ses collègues, l'étude s'appuie sur les témoignages d'une trentaine de personnes, employées du secteur de l'hôtellerie-restauration.

Travaillant dans les Grisons et en Valais, des régions largement tournées vers le tourisme, les participant-e-s sont d'origine étrangère et proviennent principalement du Portugal, mais aussi d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne ainsi que d'Amérique centrale et du Sud. Leur point commun ? Être sous contrat à durée déterminée. Certain-e-s sont des habitué-e-s de ces emplois à durée limitée, tandis que d'autres font leurs débuts avec ce type d'engagements. Quelques personnes interrogées bénéficient d'un contrat à durée indéterminée, obtenu après plusieurs années de contrats temporaires.

Incertitudes et opportunités

L'objectif de la recherche était d'interroger la précarité vécue par le personnel saisonnier de ce secteur phare du tourisme et de tenter de voir comment le Covid-19 avait influencé sa situation en Suisse. Si un contrat à durée limitée peut supposer une certaine précarité,

Un contrat de courte durée n'est pas toujours précaire

notamment en raison des bas salaires, des horaires de travail intenses et irréguliers et de l'insécurité pour le futur, comment la situation de ces employé-e-s évolue-t-elle dans des circonstances exceptionnelles, comme pendant la crise sanitaire ?

« Au début de la crise, les situations d'insécurité se sont multipliées », commente Livia Tomás. Ont été notamment cités le maintien ou non des contrats de travail, du droit de séjour en Suisse, du salaire assuré ou encore des congés durant les périodes de confinement. A mesure que les semaines ont passé et que ces différents éléments ont été clarifiés notamment par les autorités helvétiques, puis lorsque l'activité du secteur hôtellerie-restauration a repris, cette incertitude a diminué. Certains des témoignages recueillis ont même mentionné des éléments de leur situation en Suisse que la crise du Covid-19 avait plutôt permis d'améliorer. Par exemple, vu l'instauration du chômage partiel, quelques personnes ont témoigné avoir eu plus de temps et de disponibilités que d'ordinaire pour réfléchir à leur situation personnelle, prendre soin de leur santé ou encore entretenir leurs liens familiaux.

De plus, la période de crise a été moins longue pour ce secteur de l'économie que pour d'autres, par exemple la santé ou l'industrie, qui ont vu leurs périodes de chômage partiel prolongées, parfois à

plusieurs reprises. « Le Covid-19 a certes transformé la situation des employé-e-s, mais pas nécessairement toujours de façon précaire et pas sur le long terme », conclut Livia Tomás.

Le logement, source d'inquiétude

La recherche du *nccr - on the move* a en revanche permis de soulever une situation vécue comme précarisante par les interviewé-e-s, celle de la difficulté à trouver un logement abordable et adéquat dans des régions de montagne tournées vers le tourisme. Cette thématique a finalement occupé une place centrale dans les entretiens menés, car elle a été mentionnée presque systématiquement, à tel point que « la crise du logement est généralement jugée plus grave que celle de la pandémie par les gens interrogés dans l'étude, selon Livia Tomás, qui poursuit : la difficulté à trouver un logement engendre des incertitudes financières, mais aussi familiales. Et cela affecte directement les conditions de vie, tant celles du personnel issu de la migration que de l'ensemble de population vivant à l'année dans les régions où la recherche a été menée ».

Migration et mobilité, deux phénomènes liés

Livia Tomás a réalisé une thèse de doctorat à l'Université de Neuchâtel à propos de la migration et des mobilités transnationales des retraité-e-s. En plus de ses recherches actuelles en tant que postdoc à la Haute école zurichoise de sciences appliquées (ZHAW), elle est depuis 2024 maître-assistante à l'Institut de géographie de l'Université de Neuchâtel.



En savoir plus :





**En Afrique du Sud,
la région de Cape
Town a tiré de la
pandémie du Covid-19
un outil statistique
d'aide à la décision,
désormais reproduit à
d'autres échelons de
l'Etat. C'est l'un des
exemples des héritages
numériques résultant
de situations d'urgence
qu'évoque Jennifer
Barella, docteure en
géographie et chargée
d'enseignement
à l'Université de
Neuchâtel.**

Qu'elles soient sanitaires, économiques, environnementales ou politiques, les crises de notre époque contribuent au développement, parfois fulgurant, de solutions informatiques. La pandémie de Covid-19 a ainsi offert des possibilités de déploiement qui, en temps normal, auraient rencontré davantage de résistance politique ou sociale. Des solutions numériques ont ainsi émergé dans ce contexte à Cape Town. Elles ont été étudiées par une équipe de l'Institut de géographie de l'UniNE, dans le cadre du *nccr - on the move*, un pôle de recherche national où Jennifer Barella est postdoctorante. « Tout est parti d'une initiative visant à signaler les cas en interne, qui a ensuite été reprise par un fonctionnaire, et pas du tout d'une injonction venant d'une instance dirigeante », indique la docteure en géographie. Cet employé s'est dit qu'il manquait un « tableau de bord » pour suivre en temps réel la progression du virus, dans le but de mieux protéger la population et planifier au plus juste les ressources hospitalières à disposition. L'idée a été mise en pratique sur-le-champ, dépassant son objectif initial pour devenir

Jennifer Barella

Les héritages numériques des crises

rapidement « un instrument central de communication entre l'État et les citoyen-ne-s, influençant la perception de la crise et la confiance dans les décisions publiques ». Une fois la crise passée, certaines données ont été réutilisées à des fins de politiques urbaines. Le tableau de bord lui-même a ainsi servi de modèle pour répondre à d'autres défis, y compris au renforcement de la lutte contre la tuberculose.

Prioritaire ou secondaire

« Si elle crée des opportunités positives, menant à une meilleure coordination, à une participation citoyenne et à une planification plus efficace, la crise peut aussi introduire des formes de surveillance, d'exclusion ou de renforcement des inégalités », nuance toutefois Jennifer Barella. En effet, un domaine choisi pour devenir prioritaire en raison d'une « crise » se voit allouer des ressources numériques, voire financières, au détriment d'autre secteurs, jugés secondaires, mais subissant peut-être des crises endémiques tout aussi urgentes. De plus, au-delà de l'effort technologique qu'impliquent ces outils numériques, encore faut-il savoir comment ils redéfinissent la relation entre l'État et les citoyen-ne-s. Reprenant le contexte de la pandémie de Covid-19, Jennifer Barella cite le cas de l'Inde. L'urgence sanitaire a conduit dans ce pays à mettre en lumière la vulnérabilité préexistante de tout un secteur commercial

souvent invisible, celui des marchands et des livreurs qui ne pouvaient plus se déplacer en raison du confinement.

Protection sociale

Pour y répondre, l'État indien a développé des portails numériques où les travailleurs pouvaient souscrire à la sécurité sociale, reportant sur les individus la responsabilité de réclamer leurs droits de manière anonyme via une plateforme. Dans le même temps, les autorités du pays ont mis en place une base légale censée obliger les plateformes de travail à la tâche à contribuer à la protection sociale de leur personnel. Si, selon leurs promesses, ces systèmes ont permis de faciliter la distribution des aides grâce à l'identification des bénéficiaires par voie numérique, ils ont malgré tout maintenu, voire aggravé, la précarité des personnes les moins connectées à internet et les moins « numériquement averties ».

Ces exemples montrent que les interventions numériques issues des crises ne se déploient jamais de manière linéaire ou uniforme. Issues des pratiques souvent fragmentées, parfois improvisées, elles dépendent, pour leur maintien à long terme, des acteurs locaux, des infrastructures disponibles et des cultures politiques en vigueur. La manière dont on définit ce qui constitue une crise joue aussi un rôle déterminant : elle influence directement la nature, l'ampleur et la cible des réponses politiques, voire leur instrumentalisation.



Diversité de solutions

Les propos de Jennifer Barella font écho à un atelier faisant partie intégrante d'un projet du nccr - *on the move* (voir QR code), atelier qui avait réuni une quinzaine de scientifiques provenant d'Europe, d'Amérique, d'Asie et d'Afrique. Qu'on soit à Cape Town, à Francfort, à Jaipur, à Hanoï ou en Ouganda, la nature des outils numériques peut aller du simple fichier Excel à un logiciel hautement perfectionné au *machine learning*, autrement dit au processus d'apprentissage automatique basé sur la compilation de grands nombres de données. Cette diversité de solutions se retrouve aussi dans celles des acteurs de la société qui les déploient (fonctionnaires, ONG, citoyen-n-es, ou entreprises privées). Juxtaposer ces expériences a permis de réfléchir aux limites des solutions numériques développées dans l'urgence, et aux manières de concevoir des gouvernances plus équitables.

En savoir plus :



« Nous assistons à une pérennisation d'un régime de crise »

Dix ans après l'été 2015 qualifié par beaucoup de « long été des migrations », une équipe de recherche de l'Université de Neuchâtel montre comment le discours de la « crise » s'est installé durablement dans les politiques migratoires et a radicalisé les discours européens. Cet état d'urgence devenu ordinaire a durci le regard sur la migration et fragilisé les droits fondamentaux.

allemand d'études sur les migrations forcées (Netzwerk Fluchtforschungs), Sélim Clerc, Janine Dahinden et Gesa Teigelkötter, du Laboratoire d'études des processus sociaux (LAPS), expliquent comment cet état d'urgence s'est enraciné dans les politiques publiques. « Nous assistons à une pérennisation d'un régime de crise, c'est-à-dire à un processus par lequel des mesures et des discours exceptionnels sont devenus la norme », résume Gesa Teigelkötter, assistante doctorante.

Le mot « crise » banalisé

Parler de « crise migratoire » n'est pas nouveau. Dans les années 1990 déjà, les conflits en ex-Yougoslavie avaient provoqué des réactions d'urgence. Mais l'année 2015 a marqué un tournant : l'expression s'est imposée partout. Elle est devenue une référence durable pour parler de certains

Été 2015. Les images de réfugié-e-s traversant la Méditerranée pour fuir la guerre en Syrie font la Une des journaux. Les responsables politiques parlent alors d'une « crise migratoire » sans précédent. Dix ans plus tard, cette crise qui a marqué les esprits semble n'avoir jamais pris fin.

Dans un article publié en juillet 2025 pour le Réseau

types de mobilité – ceux où les personnes sont identifiées comme « migrant-e-s » ou « réfugié-e-s » (contrairement aux touristes ou aux expatrié-e-s).

« Depuis, ces mouvements de population sont immédiatement qualifiés de crise », observe Gesa Teigelkötter. Or, rappelle-t-elle, une crise devrait être temporaire : « Dire qu'elle est permanente constitue un paradoxe. Cela signifie que l'état d'exception est devenu la norme. »

Des dispositifs de crise maintenus

Conséquences ? Les dispositifs présentés comme provisoires ont été maintenus, renforçant le contrôle des migrations et des frontières. Par exemple, les Hotspots (ndlr : centres d'enregistrements et de tris aux frontières de l'Europe) créés en Grèce et en Italie en 2015 ont été maintenus. « Les mesures de crise n'ont pas disparu avec la fin de la crise », déplore l'assistante doctorante.

En Suisse, des réformes adoptées en période de tension ont été intégrées au droit commun. La procédure d'asile express de 24 heures destinée aux personnes originaires du Maghreb, lancée en 2023, illustre bien cette évolution : mise en place pour désengorger le système d'asile suisse, les délais de cette procédure sont qualifiés de trop courts par l'Organisation d'aide aux réfugié-e-s (OSAR), et compromettent l'examen des cas et l'égalité de traitement. « Ces politiques

justifiées par l'urgence ont redéfini peu à peu ce qui était considéré comme normal », analyse la chercheuse.

Une radicalisation des discours politiques
Ce glissement ne touche pas seulement les institutions : il modifie aussi les discours politiques, en banalisant des positions jugées autrefois inacceptables.

Le courant dominant européen s'est ainsi rapproché des politiques migratoires de droite hongroises, dont la tactique consiste à instrumentaliser l'idée de crise pour justifier des mesures d'« urgence » nationales, en présentant la migration comme un fardeau ou une menace. « Au nom du pragmatisme, on plaide pour un tri plus strict entre les 'vrai-e-s' et les 'faux -sses' réfugié-e-s, renforçant l'idée que certaines personnes méritaient plus d'être aidées que d'autres », poursuit-elle, en dénonçant cette hiérarchie du mérite.

Cette « normalisation » du régime de crise, qui a traversé toute l'Europe, de la Suisse à la France en passant par l'Allemagne, a eu des effets concrets sur des droits fondamentaux que l'on croyait acquis. « On assiste à une institutionnalisation de la violence et à un approfondissement de l'exclusion », note la chercheuse. Les autrices et auteurs de l'article parlent d'un tournant « illibéral » et d'une « nécropolitique », soit une gouvernance qui détermine, explicitement

ou non, « qui a le droit de vivre et qui peut être laissé à mourir ».

Des contre-récits essentiels

Face à cette dérive, des formes de résistances ont émergé. En Allemagne, de vastes mobilisations ont eu lieu contre la montée de l'extrême droite. En Suisse, la coalition NoRAEC s'est opposée à la nouvelle réforme du régime d'asile européen commun, et veille à suivre aujourd'hui sa mise en œuvre avec un regard critique. « Ces contre-récits sont essentiels, insiste la chercheuse. Ils permettent de remettre au centre la justice sociale et de repenser la manière dont nous voulons vivre ensemble. »

Pour les chercheuses et le chercheur, l'espoir réside précisément dans cette capacité à rompre avec le réflexe de crise permanente et à aborder la mobilité humaine non plus comme une urgence à contenir, mais comme une réalité à comprendre et à accompagner.



En savoir plus :



Gesa Teigelkötter





Maja Łysienia

Les crises, selon leur nature, ont plus ou moins d'influence sur les lois vis-à-vis de la population étrangère d'un pays. C'est ce qu'analyse Maja Łysienia, une docteure en droit spécialiste des migrations. Dans le cadre du nccr - on the move, elle a étudié l'évolution de cette situation en Pologne en fonction de différents bouleversements que le pays a traversés entre 2008 et 2024.

« Avec la Pologne, nous sommes en présence d'un territoire qui a subi dans cette période plusieurs crises d'ampleur et de natures différentes, ce qui en fait un terrain d'étude juridique particulièrement riche », indique Maja Łysienia. Plus précisément, la chercheuse en droit s'est intéressée aux modifications législatives à l'égard de la population étrangère qu'ont entraînées ces crises, qu'elles soient économiques, politiques, migratoires, ou sanitaires. Elle a en particulier noté des conséquences différentes pour deux catégories de migrant-e-s : les personnes motivées par les possibilités d'emploi d'une part, et celles en quête d'asile d'autre part.

L'un des faits qui a le plus surpris Maja Łysienia, c'est la manière dont un problème qui ne concernait que marginalement le pays a entraîné des conséquences juridiques majeures à l'égard de sa population étrangère. Il s'agit de la crise des réfugié-e-s de 2015 et 2016. A cette époque, des demandes d'asiles affluaient en masse aux portes de l'Europe, surtout en Grèce et en Italie, alors que la Pologne ne restait que marginalement touchée par le phénomène.

La migration au fil des changements de lois

Or cette période coïncidait avec la tenue d'élections parlementaires dans le pays. La récupération politique ne s'est pas fait attendre.

Durcissement anti-asile

Pendant les élections, des arguments de campagne présentaient les demandeurs d'asile et les réfugiés (en particulier les Musulmans) comme « une menace pour la sécurité nationale, la santé publique, la culture et l'identité polonaises ». « Ainsi, peu après les élections, des pratiques anti-asile ont vu le jour aux frontières orientales, violent de nombreux droits humains des personnes en quête de protection », observe Maja Łysienia.

Cette rhétorique a même provoqué un durcissement des lois en 2016, motivé par la crainte croissante d'attentats terroristes. La crise des réfugié-e-s a entraîné une érosion des droits des personnes demandeuses d'asile qui se poursuit aujourd'hui encore. Durant la pandémie du Covid, la fermeture des frontières a vu la situation particulièrement se dégrader pour cette catégorie de migrant-e-s.

En 2021, une autre crise est apparue. La Biélorussie orchestrerait une migration de masse de personnes étrangères en situation irrégulière. Les forces polonaises ont réagi en les renvoyant violemment vers ce même pays, sans tenir compte ni de leur volonté

de trouver un refuge, ni de leur vulnérabilité. « Plusieurs lois ont été modifiées afin de légitimer cette politique de refoulement », relève la docteure en droit.

Biélorussie et Ukraine

En revanche, la réélection frauduleuse d'Alexandre Loukachenko en 2020 a entraîné des changements politiques et juridiques, plutôt positifs. « Les Biélorusses en fuite se sont vu offrir plusieurs avantages : un accès au territoire polonais, des visas humanitaires, l'asile, des permis de résidence spéciaux et un large accès au marché du travail, auxquels s'ajoutait un programme invitant spécifiquement les entreprises en technologies de l'information de s'installer en Pologne », illustre Maja Łysienia.

À la suite de l'invasion russe en Ukraine, des milliers d'Ukrainien-ne-s ont été accueillis en bénéficiant de droits plus généreux que ceux requis par la législation européenne. Elles et ils ont notamment pu accéder immédiatement au marché du travail et bénéficier du système général de protection sociale.

Professions essentielles

Cette approche plutôt positive à l'égard des Biélorusses et des originaires d'Ukraine est à mettre au compte de la politique d'ouverture dont la Pologne faisait preuve depuis longtemps à l'égard des forces de travail venant de ces deux pays voisins. Les

crises ont plutôt renforcé cet état d'esprit pour pallier une pénurie de main d'œuvre. Ainsi, durant le Covid, le territoire a ouvert ses frontières aux professions dites essentielles, facilitant l'accueil de médecins, dentistes, infirmières, voire de sage-femmes, non-originaires de l'Union européenne.

En résumé, si les crises en Pologne ont entraîné la plupart du temps des changements juridiques restrictifs, visant notamment les personnes en quête d'asile, des modifications bénéfiques ont également été adoptées. Les restrictions – souvent réclamées par les responsables politiques – ne sont donc pas la seule réponse possible aux crises.

Maja Łysienia l'a d'ailleurs confirmé avec une étude ayant pour objet l'impact des crises sur les lois en matière d'immigration dans cinq autres pays : la Suisse, le Royaume-Uni, l'Italie, la Grèce et le Portugal. « Néanmoins, pour que ces changements bénéfiques aient lieu, une volonté politique est nécessaire, et celle-ci a clairement fait défaut en Pologne ces dernières années en ce qui concerne les demandeuses et demandeurs d'asile », conclut la chercheuse.



En savoir plus :



Café scientifique

Les crises, une fatalité de l'humanité ?

Mercredi 21 janvier 2026
18h à 19h30

Guerres, catastrophes naturelles, épidémies. Quelles que soient les civilisations, l'humanité a toujours été confrontée à des crises. Aujourd'hui, elles rythment notre quotidien par l'accès immédiat aux nouvelles de la planète. Elles semblent dès lors plus importantes et nombreuses que jamais. Qu'en est-il en réalité ? Suivant leur nature, économique, politique ou environnementale, les crises sont-elles systématiquement négatives ? Comment les sociétés qui les subissent parviennent-elles à les surmonter ? Et à quel prix ?

Rendez-vous à l'aula du bâtiment principal de l'UniNE
Av. du 1^{er}-Mars 26, 2000 Neuchâtel
Entrée libre, sans réservation.

Programme complet des cafés scientifiques :
www.unine.ch/cafescientifique

Impressum :
Bureau presse et promotion, Université de Neuchâtel
Rédaction : Igor Chlebny, Sophie Jacquier, Jennifer Keller, Julie Mégevand
Photos : Guillaume Perret
Layout : Leitmotiv, Fred Wuthrich
Impression sur papier recyclé FSC : IJC
Parution : janvier 2026. Paraît 3 à 4 fois par an.

